Une lettre de Johnson à Macron sur les migrants indigne Paris

Article rédigé par Sputnik News, le 26 novembre 2021

Source [Sputnik News] Signée par le Premier ministre britannique, la lettre appelant la France à reprendre les migrants arrivant au Royaume-Uni par la Manche a été fustigée par le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal. Il l'a qualifiée d'"indigente" et "totalement déplacée sur la forme".

Le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal a vilipendé ce 26 novembre le courrier du Premier ministre britannique Boris Johnson, qui réclame à la France de reprendre les migrants arrivés au Royaume-Uni.Elle s'avère "indigente sur le fond et totalement déplacée sur la forme", a-t-il martelé sur BFM TV. "Indigente sur le fond parce qu'elle ne respecte pas tout le travail qui est fait par nos garde-côtes, nos policiers, nos gendarmes, nos sauveteurs en mer (...) Sur le fond, elle propose cet accord de +relocalisation+, ce n'est évidemment pas ce dont on a besoin pour régler ce problème. (...) Il y en a marre des double discours et de l'externalisation des problèmes", a déclaré M. Attal. Mettant en valeur l'engagement de la France face à ce problème, le porte-parole du gouvernement a rappelé que 1.500 passeurs avaient été arrêtés depuis début 2021 et 44 réseaux de passeurs démantelés. Plus de 8.000 personnes ont également été sauvées de la noyade et 12.000 mises à l'abri sur le territoire français. Dans cette lettre publiée sur Twitter, le chef du gouvernement britannique propose cinq mesures censées empêcher la traversée de la Manche par des migrants et suggère notamment que la France reprenne tous les migrants arrivés clandestinement au Royaume-Uni.Ce alors que M. Johnson et M. Macron s'étaient mis d'accord le 24 novembre sur la nécessité de "faire tout ce qui est possible" afin d'arrêter les groupes illégaux de passeurs qui mettent en danger des vies humaines, selon un communiqué relayé par Downing Street.Ils avaient également appelé à une "collaboration étroite avec les voisins belges et néerlandais ainsi qu'avec les partenaires du continent" pour résoudre le problème "avant que les personnes n'atteignent les côtes françaises". Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant ici